

Manifeste international pour l'économie solidaire

Nous, professeurs et chercheurs de différents continents, (Afrique, Amérique, Asie, Europe) qui travaillons depuis de nombreuses années avec les acteurs de l'économie solidaire nous voulons par ce texte interpeler les pouvoirs publics sur le soutien qu'ils peuvent apporter à cette économie émergente. Celle-ci nous semble en effet à prendre compte parce qu'elle assume des finalités sociales, écologiques, culturelles, contre l'augmentation des inégalités et pour la justice, contre le réchauffement climatique et pour une répartition équitable des ressources, contre l'uniformisation des comportements et pour l'expression des diversités. En bref, c'est une économie dont nous avons besoin au moment où se manifeste l'épuisement du système dominant.

Revenons en effet au XIX^e siècle. La science économique s'est développée à partir d'un socle épistémologique qui néglige les ressources naturelles considérées comme inépuisables et qui sélectionne comme seule motivation l'intérêt matériel individuel. Cette vision a été créatrice de richesses matérielles mais a aussi fait preuve d'une capacité de destruction inédite. Certes ces effets pervers ont pu être partiellement endigués par l'Etat-social dont le bienfondé a été admis au niveau international en 1944 par la déclaration de Philadelphie. Celle-ci stipulait que le développement économique ne vaut que s'il est au service du développement social, elle a entraîné la mise en place de formes importantes de redistribution publique. Mais le compromis établi entre marché et Etat a été déstabilisé par le consensus de Washington qui en 1989 a préconisé la réduction du périmètre de l'intervention publique, la déréglementation et la dérégulation. Depuis lors la prédation de la nature et la montée des inégalités se sont tellement accentuées que la définition même de l'économie héritée du XIX^e siècle est désormais en cause. Les désordres qu'elle engendre mettent en évidence son caractère obsolète dû à l'ignorance de l'écologie et du social inhérente à un objectif de croissance sans limite.

Des approches demeurées minoritaires ont d'ailleurs depuis longtemps contesté l'assimilation entre économie et expansion sans fin. Les dynamiques de l'économie populaire ont été analysées avec précision, en particulier en Afrique et en Amérique du Sud, où elles permettent à la majorité de la population de s'en sortir en combinant les activités marchandes informelles avec la réciprocité, l'entraide et le partage domestique.

L'économie sociale a pour sa part montré que des entreprises non capitalistes (associations, coopératives, mutuelles, ...) existent et perdurent. Les traditions de l'économie populaire et de l'économie sociale constituent des preuves de résistances persistantes à l'ordre dominant relativisant le principe du gain par la référence à des valeurs collectives mais ni l'une ni l'autre n'ont réussi à impulser une transformation de grande ampleur. C'est pourquoi depuis plusieurs décennies dans le monde entier des initiatives cherchent à réarticuler ces traditions avec une volonté affirmée de changement social. Ces initiatives solidaires ont été méprisées par la plupart des responsables privés et publics. Trop minuscules à leurs yeux elles ont été rabattues sur l'insertion puis sur le social business, autrement dit sur des tentatives philanthropiques venant corriger à la marge un système inchangé.

L'économie solidaire ne correspond pas à cette caricature. Souvent mise en œuvre par des femmes qui sont les premières confrontées aux dégâts produits par l'économie dominante, l'économie solidaire existe et s'est imposée comme une recherche de bien vivre. Son importance s'avère donc épistémologique. Elle refuse cette coupure entre nature et culture comme entre sujet et objet qui gouvernait la science économique d'hier et elle adopte au contraire une approche relationnelle qui réintègre le croisement des savoirs du Sud et du Nord pour penser ses interactions sociales et environnementales. Présente dans chaque continent l'économie solidaire suggère ainsi des alternatives au pluriel.

En Afrique, il existe des traditions de groupement villageois, de gestion des communs tels les forêts et les points d'eau, de mutualisation de moyens matériels et d'entraide pour les travaux des champs (sossoaga, Djunta-mon), de systèmes circulaires d'épargne (tontines). Ces traditions sont aujourd'hui prolongées par des coopératives agropastorales et artisanales, des coopératives d'épargne et de crédit, des mutuelles d'assurance santé, des mutualités sous formes de banque comme la Mamda au Maroc, des expériences agroécologiques nombreuses au Sénégal, au Togo, au Cap Vert ou au Burkina Fasso.

En Amérique latine, on peut mentionner entre autres les reprises d'entreprises par leurs travailleurs, les coopératives et associations d'agriculture familiales, les groupes de production et consommation agroécologiques, les coopératives de recyclage, les monnaies sociales et les services financiers solidaires des banques communautaires, les fonds rotatifs de crédit. Dans cette grande variété d'expériences originales les

universités publiques se distinguent par la création en leur sein d'incubateurs d'économie solidaire.

En Asie et, en particulier en Asie du sud où les problèmes de pauvreté multidimensionnelle et d'inégalité sont les plus importants, beaucoup de démarches communautaires et collectives sont mises en place par des femmes et des groupes marginalisés pour augmenter leur capacité d'auto production mais aussi leur pouvoir d'agir et leur lutte pour la reconnaissance. Les pratiques vont de l'éducation alternative pour les enfants à la finance sociale en passant par les monnaies locales complémentaires ; elles incluent aussi des circuits courts tels que les associations producteurs consommateurs (Teikei au Japon) ou d'autres alliances entre espaces urbains et ruraux.

En Europe, l'économie solidaire prend aussi des formes très diverses mais présente quelques traits communs : la primauté des personnes et du travail sur le capital, la démocratie économique, le respect de la nature, l'émancipation humaine, l'égalité des sexes et une perspective politique de transformation sociale. Elle concerne la sphère productive, la consommation et la commercialisation, l'épargne et les finances solidaires, l'approvisionnement en énergie, les services de proximité et d'autres innovations citoyennes plus ou moins formalisées autour des monnaies alternatives, des circuits courts alimentaires, des jardins collectifs et des groupes d'entraide.

Des aménagements du système existant sont nécessaires mais ils ne peuvent suffire. Les expériences de débordement initiées dans le cadre de l'économie solidaire sont porteuses de nouvelles relations entre économie et société, cette dernière étant envisagée dans ses dimensions humaines et non humaines.

Les acteurs engagés dans une démarche d'économie solidaire doivent se faire plus entendre. L'économie dont nous avons besoin pour demain est déjà là, son essor dépend de l'avènement d'une nouvelle génération d'action publique.

Abdessatar Rejeb, Université TÉLUQ, Université du Québec, Canada

Acosta Alberto, Ecuador

Addor Felipe, Universidade Federal do Rio de Janeiro, (UFRJ), Brazil

Akartit Hajiba, Chercheure OTS, Marocco

Andolfatto Dominique, Université de Bourgogne, France

Askour Khadija, ISITT, Tanger, Marocco
Bagaoui Rachid, Université Laurentienne de Sudbury, Canada
Ballesteros García Carlos, Universidad Pontificia Comillas de Madrid, Spain
Banerjee Swati, Tata Institute of social science, India
Betancourt Rafael, Red Cubana de Economía Social y Solidaria – ESORSE Centro de Investigaciones Psicológicas y Sociológicas, (CIPS), La Habana, Cuba
Borghi Vando, Università di Bologna, Italy
Bucolo Elisabetta, Lise/Cnrs, France
Cafiero Mario, Instituto Nacional de Asociativismo y Economía Social (INAES Universidad Nacional de Lanús (UNLA), Argentina
Cervera Melaine, Université de Lorraine, France
Claudio Araujo Nascimento, Ciriéc, Brazil
Coraggio José Luis, Universidad Nacional General Sarmiento, (UNGS), Argentina
Dagnino Renato, Universidade de Campinas, (UNICAMP), Brazil
Degavre Florence, UCLouvain, Belgique
Djenane Madjid, Université de Sétif 1, Algérie
Dos Santos Luciane, Université de Coimbra, Portugal
Dubeux Ana, Universidade Federal Rural de Pernambuco, (UFRPE), Brazil
Ellouxe Youssef, Chercheur OTS, Président du REIESS, Marocco
Ernest Messina Mvogo, Université de Douala, Cameroun
Esteve Ana Margarida, Instituto Universitário de Lisboa (ISCTE), Portugal
Estivill Jordi, Université autonome de Barcelone, Spain
Estrella Hugo Jàcome, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO), Ecuador
Eynaud Philippe, Institut d'administration des entreprises, (IAE Paris I), France
Farah Henrich Ivonne, Unversidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivia
Ferrarini Adriane, Universidade do Vale do Rio dos Sinos, (UNISINOS), Brazil
Fraise Laurent, Fondation Maison des sciences de l'homme, (FMSH), France
França Filho Genauto, Universidad Federal de Bahia, (UFBA), Brazil
Franz Hinkelammert, Universidad Nacional de Costa Rica
Fujii Atsushi, Rikkyo University, Japan
Gaiger Luiz Iñácio, Universidade do Vale do Rio dos Sinos, (UNISINOS), Brazil
Gardin Laurent, Université Polytechnique Hauts-de-France, (UPHF), France.
Gavaldà Antoni, Universitat Rovira i Virgili, Catalunya-Spain

Glémain Pascal, Université Rennes 2, France
Gianfaldoni Patrick, Avignon Université, France
Goujon Daniel, EVS-ISTHME, Université Jean Monnet, France
Guérin Isabelle, Ecole des Hautes études en sciences sociales, (EHESS), France
Guerra Pablo, Universidade da República, (UDELAR), Uruguay
Guridi Aldanondo Luis, Universidad del Pais Vasco/EHU
Hashem Salah Ahmed, Egyptian federation for Development and Social Protection Policies, Egypt
Hataya Noriko, Sophia University, Japan
Hespanha Pedro, Université de Coimbra, Portugal
Hillenkamp Isabelle, Institut de recherche et développement, France
Hulgård Lars, Roskilde Universitet, Denmark
Imai Michiyo, Komazawa University, Japan
Kabore Théodore, Université Ouagadougou II, Burkina Faso
Koike Yoichi, Ritsumeikan University, Japan
Kulothungan Gladius, University of Wales Trinity Saint David, United Kingdom
Laville Jean-Louis, Fondation Maison des sciences de l'homme, (FMSH), France
Leal Leonardo, Universidad federal de Alagoas, (UFAL), Brazil
Lhuillier Vincent, Université de Lorraine, France
Limbaka Bofolo Henry, Université de Kinshasa, République démocratique du Congo
Linardos Petros, Nicos Poulantzas Institute, Greece
Mabilia Verissimo Veronese, Univesidade do Vale do Rio dos Sinos, (UNISINOS), Brazil
Marinho Roberto, Universidad federal da Rio Grande do Norte, (UFRN), Brazil
Maristella Svampa, Conicet, Argentina
Martinez Louvier Juan Manuel, Instituto Nacional de Asociativismo y Economía Social (INAES), México
Matonte Silva Cecilia, Universidade da República, (UDELAR), Uruguay
Meite Youssouf, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire
Mendonça Aline, Universidade Católica de Pelotas, (UCPEL), Brazil
Miró Ivan, (XES-Universitat Pompeu Fabra), Catalogne
Moacir Gadotti, Diretor do Instituto Paulo Freire, São Paulo, Brazil
Momar Serigne, SARR Université de Ziguinchor, Sénégal
Moustaquim Rachid, ESG Montréal, Canada

Muñoz Ruth, Universidad Nacional General Sarmiento, (UNGS)/Instituto Nacional de Asociativismo y Economía Social (INAES, Ministerio de Desarrollo Productivo de la Nación Argentina), Argentina

Nakano Yoshihiro, Waseda University, Japan

Ndiaye Abdourahmane, IUT Bordeaux Montaigne, France

Parra Rodríguez Carmen, Catedra de Economía Solidaria UAO CEU, Spain

Perna Tonino, Université de Messine, Italy

Pleyers Geoffrey, Université catholique de Louvain, Belgium

Puig Lizarraga Carlos, Instituto Hegoa (Universidad del País Vasco/EHU), Pays Basque

Richez-Battesti Nadine, Aix -Marseille Université et Lest-Cnrs, France

Rieiro Anabel, Universidade da República, (UDELAR), Uruguay

Rivera de la Rosa José de Jesús, Universidad Autónoma de Puebla, México

Rizza Roberto, University of Bologna, Forlì Campus, Italy

Rodriguez Marvin, Costa Rica

Roque Amaro, Instituto universitario de Lisboa, (ISCTE), Portugal

Sadik Youssef, Université Mohammed V, Rabat, Marocco

Salmon Anne, Conservatoire national des arts et métiers, France

Santos Boaventura de Sousa, Centro de Estudios Sociais, Portugal – University of Wisconsin, USA

Santos Jacinto, Habitat, Cabo Verde

Saussey Magalie, Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques, (CESSMA), France

Schiochet Valmor, Universidade Regional de Blumenau, (FURB), Brazil

Shimomae Koichi, Community and Collaboration Research Center, Japan

Silva Sandro, Instituto de Pesquisa Economica Aplicada, (IPEA), Brazil

Soussi Sid Ahmed, UQAM, Canada

Souza Washington, Universidade Federal do Rio Grande do Norte, (UFRN), Brazil

Stigendal Mikael, Malmö Universitet, Sweden

Susana Hintze, Universidad Nacional de General Sarmiento (UNGS), Argentina

Tsuda Michio, Community and Collaboration Research Center, Japan

Uchida Shoko, NPO Pacific Asia Resource Center, Japan

Vike Halvard, University of South-East, Norway

Villalba-Eguiluz Unai, Universidad del País Vasco, País Vasco

Vuotto Mirta, Centro de Estudios de Sociología del Trabajo, Facultad de Ciencias Económicas - UBA

Wanderley Fernanda, Instituto de Investigaciones Socio-Económicas, Universidad Católica Boliviana (IISEC-UCB), Bolivia

Yamaguchi Kanau, Community and Collaboration Research Center, Japan

Yamamoto Junichi, Unitierra, Japan

Yao Gnabeli Roch, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Zett Jean-Baptiste, Université Ouagadougou II, Burkina Faso